

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, le 19/08/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### Visite d'inspection du 29/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BRENNTAG**

90 avenue du Progrès  
69680 Chassieu

**Références :** N2-2025-904

**Code AIOT :** 0006301640

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 dans l'établissement BRENNTAG implanté 14 rue du Plessis Bouchet BP 145 44800 Saint-Herblain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée suite à l'incident qui s'est déroulé dans l'établissement le 28/07/2025 suite au déversement accidentel d'un mélange d'acide, puis à un dégagement gazeux provenant des conteneurs qui ont recueilli les produits absorbants utilisés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG
- 14 rue du Plessis Bouchet BP 145 44800 Saint-Herblain
- Code AIOT : 0006301640
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BRENNTAG exploite sur son site de Saint-Herblain des installations de stockage, de manutention et de reconditionnement de produits chimiques majoritairement liquides. Elle relève du statut Seveso seuil haut.

Contexte de l'inspection :

- Incident

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

#### **Description de l'incident :**

Le lundi 28/07/2025 à 11h45, une fourche d'un chariot élévateur éventre un IBC contenant du SOCOSURF A1858, un mélange d'acide nitrique à 69 % et d'acide sulfurique à 52 %. Un épandage de 400 litres se produit dans l'entrepôt de stockage, dans la zone de quai de chargement et de déchargement.

Le personnel place le container sur une rétention mobile et alerte le responsable du dépôt. L'alarme interne est déclenchée et la zone est évacuée. Le protocole en cas d'épandage d'acide nitrique décrit dans le POI est mis en œuvre. L'équipe d'intervention interne effectue une mesure des

émissions atmosphériques par tube colorimétrique pour déterminer si une intervention est possible dans le bâtiment. La mesure ne montre pas de problématique d'intervention pour le personnel. Le niveau national de l'exploitant, en particulier l'astreinte, est alerté.

Pour ramasser le produit épandu, deux types d'absorbant situés à proximité de l'épandage sont utilisés : de l'ABSONET sous forme de granule et de l'ELCOSORB sous forme de tourbe-terreau. Les absorbants sont pelletés et mis dans deux IBC neufs, dont l'armature métallique supérieure a été déposée et la partie plastique supérieure préalablement découpée. Après l'intervention, les deux IBC sont placés dans un des emplacements dédiés au dépotage des camions de la zone CMA.

À 13h45, l'exploitant observe un dégagement gazeux de couleur ocre provenant des deux containers. Le SDIS est appelé à 14h07. Le POI est déclenché à 14h10 et l'astreinte nationale de l'exploitant est alertée. Les équipes d'intervention sont reconstituées et préparent l'arrivée du SDIS. Le SDIS arrive moins de 10 minutes après l'appel. Un mur d'eau est mis en place par la mise en œuvre de deux queues de paon disponibles sur le site.

L'astreinte nationale de l'exploitant déclenche la téléalerte. La DREAL et la préfecture sont alertées à 14h18 via cette téléalerte. Les entreprises situées dans un rayon de 100 m sont également contactées par la téléalerte qui demande le confinement.

À 15h00, lors d'un point avec la préfecture, l'exploitant indique que le dégagement gazeux de couleurs ocre est probablement du dioxyde d'azote, compte tenu des premiers éléments à disposition. Sur demande de la DREAL, l'exploitant sollicite BUREAU VERITAS pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux dans l'air. L'abatage des vapeurs, identifié comme des vapeurs nitreuses, et le refroidissement des conteneurs se poursuivent. Les eaux sont traitées par la station d'épuration interne de l'établissement.

À 15h40, la COPR de Nantes Métropole indique qu'elle a effectué une mesure atmosphérique des NOx, au moyen d'un détecteur, à proximité des containers et en présence du rideau d'eau. Le niveau de NOx mesurée est de 1 ppm. Seule l'entreprise DERICHEBOURG à proximité est susceptible d'être atteinte compte tenu de la direction du vent.

À 16h10, la COPR de Nantes Métropole informe la DREAL que le dégagement gazeux est en train de s'arrêter. Les deux containers vont être recouverts d'un capot rigide pour poursuivre l'arrosage.

À 16h30, lors d'un point avec la préfecture, il est indiqué l'absence de fumées en provenance des conteneurs. Une surveillance de la température est mise en place. Des mesures par tubes DRAEGER sur la voie routière avec et sans rideau d'eau ne détectent plus de NOx. Les températures des deux containers ont diminué à 50 et 30 °C. Le confinement des entreprises et l'interdiction de circulation sur la route longeant l'entreprise sont levés. Le SDIS indique que suite à un échange entre SNCF Réseaux et le SDIS, la voie SNCF n'a pas été coupé.

Le POI est levé à 17h00. Le SDIS lève son dispositif de refroidissement des conteneurs en parallèle. Ensuite, l'exploitant met en place une surveillance de la température des deux containers, toutes les 15 min jusqu'à 20h00. Puis, constatant une baisse significative de la température, l'exploitant décide de réduire la périodicité à 30 min jusqu'à 22h00 puis toutes les heures jusqu'au lendemain matin.

BUREAU VERITAS a effectué des mesures sur 6 points avec analyseur pour les dioxydes d'azote. La première mesure a été effectuée à 17h40 et la dernière à 21h20. Les valeurs mesurées sont toutes inférieures à la valeur seuil retenu par l'exploitant de 200 ug/m<sup>3</sup> soit 104,59 ppb.

#### **Remarques de l'inspection des installations classées (hors constats) :**

Lors de l'incident et compte-tenu des éléments connus (utilisation d'un seul absorbant l'ABSONET) l'exploitant a supposé une réaction entre l'acide nitrique et des éléments en fer, qui auraient été

ramassés avec les produits absorbants. Cependant, le soir de l'incident, l'exploitant a identifié qu'un second absorbant a été utilisé : l'ELCOSORB. C'est un absorbant organique qui est utilisé en cas de déversement de produits organiques. Cette information n'était pas connue de l'exploitant et de l'administration lors du déroulement de l'incident.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il s'orientait vers une réaction entre l'acide nitrique et l'ELCOSORB, compte-tenu de sa composition et de l'absence habituelle d'éléments en fer au sol de l'atelier.

L'hypothèse initiale formulée pendant le déroulement de l'incident, bien que possible, a conduit à écarter d'autres scénarii également plausibles, en particulier la réaction avec l'un des absorbants. Cette dernière réaction aurait pu conduire à un scénario différent, et potentiellement un accident, différent de celui résultant de la réaction entre l'acide nitrique et le fer.

**L'inspection des installations classées souligne que l'exploitant aurait dû se baser sur les observations factuelles recueillies durant l'incident sans écarter les autres hypothèses. Il est donc demandé à l'exploitant de prendre en compte ce retour d'expérience concernant l'interprétation des données remontées du terrain.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 08/04/2008, article 2.5.1	Sans objet
2	Mise en œuvre du POI	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.7.2	Sans objet
3	Prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Elimination des déchets issus de l'incident	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 5.5.14	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées a réalisé le 29 juillet 2025 une visite d'inspection suite à un incident survenu sur le site de BRENNTAG le 28 juillet 2025. L'analyse de cet incident a permis d'identifier des pistes d'amélioration pour la gestion d'incident et d'accident sur le site.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un rapport d'incident. Les remarques figurants dans ce rapport doivent être prises en compte par l'exploitant pour l'amélioration de sa gestion de crise.

Les produits contenus dans les deux conteneurs doivent être éliminés après identification de la filière adaptée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/04/2008, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'un incident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a été prévenue par la télé alerte déclenchée par le niveau national de l'exploitant à 14h18.  Lors de l'inspection, l'exploitant indique que concernant le déversement accidentel, il était prévu de prévenir l'inspection des installations classées après la fin de la gestion de cet événement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre un rapport d'accident avant le 29 août 2025. Celui-ci doit se baser sur la fiche de notification type BARPI se trouvant à l'adresse suivante : <a href="https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/">https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/</a>  Le rapport doit préciser les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement ainsi que les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. En particulier, l'exploitant devra s'assurer que les moyens mis à disposition pour gérer les situations accidentelles sur l'ensemble du site sont bien compatibles avec les substances dangereuses présentes. Il devra aussi s'assurer que la fiche de données de sécurité de la substance dangereuse incriminée (mélange SOCOSURF) tienne compte de ce retour d'expérience.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Mise en œuvre du POI

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'opération interne

**Prescription contrôlée :**

[...] En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. pour mise en application des articles 2.5.2 et 3.2.2 de l'instruction ministérielle du 12 juillet 1985. [...]

**Constats :**

À la réception de l'alerte (14h18), la DREAL n'a pas réussi à joindre directement le site au niveau local. Cependant, l'astreinte nationale a été rapidement disponible et a permis la mise en place d'une visioconférence avec la préfecture.

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé la répartition des rôles au niveau local et national, suivant le POI. Il a rappelé que le niveau national était prévenu du déversement accidentel du matin. En particulier, l'exploitant indique que dans le cadre du déclenchement du POI, la cellule nationale a été mise en place en 10 minutes.

Lors du déroulement de l'incident, il a été identifié que la SNCF ne faisait pas partie des destinataires du message de téléalerte et que c'est le SDIS qui s'est mis en relation avec la SNCF. La SNCF a pris la décision de ne pas arrêter les trains.

L'exploitant indique qu'il n'a jamais été envisagé de demander l'activation du PPI compte tenu du déroulement de l'incident.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit mener une réflexion sur l'activation du plan d'opération interne lors de la survenue de l'épandage.** En effet, le déclenchement rapide du POI permet de mobiliser, de manière efficiente, l'ensemble des personnes nécessaires à la gestion d'un événement et de coordonner les actions à mettre en œuvre sous l'autorité d'un directeur des opérations internes.

**L'exploitant doit étudier l'affectation d'un opérateur pour répondre au téléphone. L'administration, et en particulier l'inspection des installations classées, doit disposer d'un moyen de contact avec l'exploitant sur le site permettant une transmission rapide d'information.**

**L'exploitant doit également étudier la mise en place d'une alerte adaptée vers la SNCF.** Le message automatique d'astreinte pourrait être adapté selon la situation. Les voisins proches doivent être informés qu'il y a un évènement qui se déroule sur le site.

**En complément du rapport d'incident, il est demandé à l'exploitant de produire un rapport portant sur le retour d'expérience sur la mise en œuvre du POI et de proposer des améliorations du POI en tenant compte notamment de la remarque préalable concernant l'écoute des remontées**

**terrain pour évaluer la situation et prendre les décisions adéquates. (accident ARIA 52784 - 13/12/2018 - SAINT-FONS (69) tunnel cognitif).**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 3 : Prélèvements environnementaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'opération interne

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.
- [...]

**Constats :**

Le POI dans sa version 4 du 09/12/2024 prévoit pour la matrice air deux scénarii en fonction de la direction du vent et des point de prélèvements (avec des dispositifs de prélèvement automatiques et/ou non automatiques). Pour la matrice air ambiant et sur le dioxyde d'azote, 6 points de prélèvements sont prévus pour une analyse en continu des polluants avec un capteur électrochimique.

Pendant l'incident et sur demande de la DREAL, l'exploitant a sollicité BUREAU VERITAS pour effectuer les premiers prélèvements environnementaux. Le rapport de BUREAU VERITAS établi à la suite de l'incident en date du 01/08/2025 a été transmis à l'inspection des installations classées.

Le rapport indique que le scénario retenu est celui d'un vent de Nord-Est. À la demande de l'exploitant, seuls les 6 points avec analyseur automatique (capteur électrochimique) pour l'air ambiant, ont fait l'objet de mesure et uniquement sur le paramètre dioxyde d'azote.

La première mesure a été effectuée à 17h40 et la dernière à 21h20. Les valeurs mesurées sont toutes inférieures à la valeur seuil retenu par l'exploitant de 200 µg/m<sup>3</sup> soit 104,59 ppb, correspondant à la valeur Guide de qualité d'Air Intérieur à court terme (Avis de l'Anses - Saisine n° 2011-SA-0021).

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 4 : Élimination des déchets issus de l'incident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 5.5.14

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts [protégés]. Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

**Constats :**

Les produits contenus dans les deux IBC ont le statut de déchets.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il échange avec son prestataire pour déterminer la filière adaptée pour l'élimination de ces déchets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Les produits contenus dans les deux IBC doivent être éliminés après identification de la filière de gestion de déchets adaptée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite